



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
31776 Colomiers

Colomiers, le 04/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RHÔNE ENERGIES FOS SUR MER (ex ESSO).

28 avenue de Fondevre
31000 Toulouse

Références : 2025/0172
Code AIOT : 0006802379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement RHÔNE ENERGIES FOS SUR MER (ex ESSO), implanté 28 avenue de Fondevre 31000 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 27/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RHÔNE ENERGIES FOS SUR MER (ex ESSO).
- 28 avenue de Fondevre 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société RHÔNE ENERGIE FOS-SUR-MER S.A.S. exploite un dépôt pétrolier sur le site de Fondevre

à Toulouse qui comporte des bacs d'hydrocarbures, des postes de réception de produits par camions ou wagons citernes, et des postes automatisés de chargement en hydrocarbures des camions.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale pour son stockage d'hydrocarbures et pour ses installations de déchargement et de chargement desservant son stockage.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Shunt d'une MMR	Arrêté Ministériel du 04/11/2010, article 54.B	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Défense incendie	AP Complémentaire du 21/12/2009, article 12	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 31/07/2020, article 3	Sans objet
3	Implantation des réserves d'émulseur	AP Complémentaire du 31/07/2020, article 4	Sans objet
5	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
6	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
7	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
8	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
9	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Interdiction à venir du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées rappelle qu'en cas de travaux et modifications des moyens incendie du site, l'exploitant doit mettre en place des mesures compensatoires adaptées et doit intégrer ces modifications dans un POI transitoire, transmis au SDIS 31 et à l'inspection des installations classées. Ce point est détaillé dans le constat 4, des justificatifs complémentaires sont demandés dans ce cadre.

Aucune non-conformité relative aux autres constats n'a été relevée à la suite de la visite d'inspection objet du présent rapport. Toutefois, l'un des émulseurs présent sur site comporte une concentration en PFHxA supérieure à 25 ppb. Ce produit fera l'objet d'une interdiction d'utilisation à partir du 10 avril 2026, conformément au règlement européen du 18/12/2006, Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006).

Suite aux travaux présentés par l'exploitant, le Plan d'opération interne du dépôt est en cours de révision afin d'intégrer ces changements. Certaines prescriptions pourront également faire l'objet d'une modification à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire afin de tenir compte de ces modifications.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Défense incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2009, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves d'émulseurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose d'une réserve d'émulseur 3% constituée d'une cuve de 30 m³ compartimentée implantée derrière un des bacs d'eau afin de la protéger des effets thermiques. Le volume minimal d'émulseur présent à tout instant sur le site doit permettre de couvrir l'ensemble des scénarios identifiés dans le POI, sans être inférieur à 28 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de l'inspection objet du présent rapport, le chef de dépôt a informé l'inspection des installations classées (IIC) lors de l'inspection réalisée en décembre 2024, que le stockage d'émulseur était en cours de modification, une étude hydraulique a été réalisée en amont. Les détails relatifs à ce changement sont indiqués en annexe confidentielle.</p> <p>Les changements d'émulseurs sont à présent terminés. Ils n'engendrent pas de non conformité par rapport à la prescription ci-dessous. Toutefois, les caractéristiques des nouveaux émulseurs diffèrent des anciennes, elles devront être prises en compte dans le plan d'organisation interne (POI) de l'installation. Ce document est en cours de modification par l'exploitant afin d'intégrer</p>

ces changements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/07/2020, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau et d'émulseur

Prescription contrôlée :

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2018 est remplacé par les dispositions en annexe « Informations sensibles - Non communicable au public » du présent arrêté.

Constats :

L'inspection des installations classées a procédé à la vérification des rapports d'analyse des contrôles de qualité des émulseurs, à réaliser tous les ans.

L'exploitant précise que ces analyses sont réalisées chaque année et l'analyse de la teneur en PFAS a été ajoutée au contrôle depuis l'année 2024.

Le dépôt possède maintenant 3 types d'émulseurs, l'un sans PFAS a été acheté en fin d'année 2024 et sera analysé en 2025. Les deux autres émulseurs fluorés ont été analysés respectivement les 06/09/2024 et 13/11/2024, les rapports associés ont été vus en salle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Implantation des réserves d'émulseur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/07/2020, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Plan d'implantation des réserves d'émulseur (réserves fixes et réserves mobiles)

Constats :

L'exploitant ne signale aucun changement d'implantation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Shunt d'une MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2010, article 54.B

Thème(s) : Risques accidentels, procédure arrêt momentané

Prescription contrôlée :

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de

<p>maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a noté les mesures compensatoires mises en place, en concertation avec le SDIS 31, lors de la période transitoire et la réalisation de travaux, visant à remplacer certains émulseurs (cf constat n°1). Ces travaux ont été réalisés sur une durée de près de 3 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettre la procédure prévoyant le shunt/by-pass des MMR, conformément au guide DT 93 (Guide méthodologique pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des Mesures de Maîtrise des Risques Instrumentées (MMRI)); - détailler la méthode utilisée dans le cadre de son analyse des risques, qui lui ont permis de déterminer les mesures compensatoire à mettre en place pendant la période des travaux; - préciser comment a été réalisé le suivi de la mise en place des mesures compensatoires techniques ou organisationnelles (durée maximale, communication aux équipes, communication avec le SDIS 31); - préciser comment a été réalisée la remise en service de la MMR après ce shunt (actions et moyens de vérification sur le terrain et/ou en salle de contrôle).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la base des rapports d'analyse de 2024 des deux émulseurs, présentés par l'exploitant : les concentrations en PFOS sont inférieures à 20 µg/kg (<10 mg/kg).</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p>
Constats : <p>Sur la base des rapports d'analyse de 2024 des deux émulseurs, présentés par l'exploitant : les concentrations en PFHxS sont inférieures à 20 µg/kg (<0,1 mg/kg).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés</p>

conformément aux dispositions de l'article 5.
Constats : Sur la base des rapports d'analyse de 2024 des deux émulseurs, présentés par l'exploitant : les concentrations en PFOA sont inférieures à 20µg/kg (<0,025mg/kg).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.
Constats : Les émulseurs présents sur site sont uniquement susceptibles d'être composés de PFOA à l'état de traces (< 20µg/kg). L'exploitant ne détient pas de stock de plus de 50 kg de PFOA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont

autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
Constats : Sur la base des rapports d'analyse de 2024 des deux émulseurs, présentés par l'exploitant: les sommes des concentrations en PFCA (C9 - C14) sont inférieures à 1420µg/kg, soit 1,42 ppm (<25 ppm).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Interdiction à venir du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.
Constats : Sur la base des rapports d'analyse de 2024 des deux émulseurs, présentés par l'exploitant : l'un des résultats indique une concentration en PFHxA de 200µg/kg, soit 200 ppb (> 25ppb). L'émulseur en question (mentionné en annexe confidentielle), ne devra plus être utilisé à partir du 10 avril 2026 si sa concentration en PFHxA reste supérieure à 25 ppb. Par conséquent, l'exploitant travaillera sur un plan de substitution et d'élimination des émulseurs, prenant en compte le cas échéant, les eaux de rinçage.
Type de suites proposées : Sans suite